

Zeitschrift:	Revue Militaire Suisse
Herausgeber:	Association de la Revue Militaire Suisse
Band:	- (2013)
Heft:	1
Artikel:	France : l'armée de Terre, un outil coûteux, marginalisé, en perte d'efficacité
Autor:	Dupont, Jérôme
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-514771

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Ci-contre: Le *Crabe* du constructeur Panhard montre bien les problèmes liés au développement d'engins spécialisés, produits en très petites quantités et aux capacités d'extension limitées.
Toutes les illustrations © A+V.

International

France : L'armée de Terre, un outil coûteux, marginalisé, en perte d'efficacité

Col Jérôme Dupont

S'adapter sans cesse au marché pour survivre. Voilà la réalité que je découvre en ayant rejoint tout récemment le monde de l'entreprise après vingt-cinq années passées dans l'armée de Terre. Il faut scruter l'avenir, explorer le monde extérieur, modifier sans cesse ses structures et ses modes de fonctionnement pour, au mieux, anticiper les tendances de son secteur d'activité et, au moins, rester dans la course. Cette nécessité vitale mobilise les énergies, stimule l'imagination et génère une saine émulation.

L'armée de Terre doit impérativement conduire cet exercice et s'adapter sans tarder au nouveau contexte opérationnel sous peine d'être balayé par le vent de l'histoire et des restrictions budgétaires.

D'aucuns diront : pourquoi attendre de quitter le bord pour s'exprimer sur ces questions? Que chacun se rassure, je n'ai jamais hésité à faire valoir mon point de vue. Pourtant, depuis quelques mois, j'ai ressenti une réduction croissante de la réflexion prospective dans l'armée de Terre au profit d'une discipline formelle rendue nécessaire en apparence pour soutenir nos unités engagées en Afghanistan et surtout pour éviter tout débat sur la stupide réforme des bases de défense qui casse les corps de troupe de l'armée de Terre sans proposer d'alternative. Connaissant l'ardeur des jeunes officiers, mon espoir est que les générations montantes sauront relever le défi et que ce court article suscitera des réflexions et surtout une émulation interne, plus que jamais nécessaire. Il y a un vrai besoin de changement d'état d'esprit dans l'armée de Terre, changement qui doit être porté par une dynamique interarmées et un engagement renforcé de la classe politique dans les affaires militaires. Car il faut bien que nos responsables politiques comprennent que les fonctions régaliennes de l'Etat sont les véritables points d'ancrage de leur légitimité, plus que la gesticulation médiatique et partisane.

La question centrale est plus que jamais : une armée de Terre pour quoi faire? Or c'est précisément la question qui n'a jamais été réglée sur le fond et qui risque dans un avenir très proche de revenir en boomerang au détriment d'un outil dont un pays comme la France ne saurait se priver. La guerre des effectifs, la préservation des équilibres internes, la sauvegarde des carrières, la reproduction des modèles

anciens, les rivalités interarmées et les enjeux autour des contrats d'armement sont autant de combats qui peuvent être nécessaires à court terme mais qui ne devraient jamais stériliser la réflexion de l'armée de Terre au point d'en arriver à éluder les questions essentielles par un mécanisme d'autocensure plus que coupable.

La prochaine élection présidentielle constituera, à n'en pas douter, un tournant délicat à négocier pour l'armée de Terre, source potentielle d'économies budgétaires, tout aussi vitales à l'avenir de notre pays que l'est la gesticulation diplomato-militaire.

Si l'armée de Terre ne construit pas son futur, il lui sera imposé par l'extérieur. Si l'armée de Terre ne s'est pas posée les bonnes questions en amont, d'autres, moins compétents et parfois moins légitimes, les poseront et y apporteront des réponses qui ne seront pas nécessairement les bonnes.

Même si les temps sont durs, nous devons rester fermement convaincus que l'armée de Terre est un élément constitutif indispensable au rayonnement d'un pays comme la France et qu'au prix d'une adaptation profonde, les militaires ont les moyens de rester au cœur de la confrontation stratégique. Il convient par ailleurs de rappeler que ce type de démarche n'est pas nouveau et que l'outil militaire terrestre a déjà connu des périodes de changement radical qui n'ont pas fondamentalement altéré la pertinence de sa mission au profit de la collectivité nationale.

Un constat douloureux

Un outil en perte croissante d'efficacité
Au delà de la satisfaction légitime que l'armée de Terre déploie pour souligner la bonne tenue de ses unités en opération, la question de l'efficacité stratégique des engagements terrestres reste posée. Quel a été l'impact réel de l'armée de Terre dans la gestion de la crise yougoslave ou de la crise ivoirienne? Notre déploiement libanais a-t-il une influence quelconque sur le cours des événements? Que pouvons-nous faire face à l'actuelle crise des otages au Niger? En quoi le sacrifice de nos soldats en Afghanistan va-t-il peser sur le dénouement d'un conflit qui nous dépasse largement? Autant de questions

dont les réponses objectives sont assez peu encourageantes. Même si une partie de la solution appartient au pouvoir politique, l'outil militaire terrestre doit être en mesure de proposer des mesures concrètes pour retrouver enfin « le chemin de la victoire » ou tout au moins celui d'une efficacité opérationnelle porteuse de sens. Il est essentiel de sortir de la fausse alternative stratégique actuelle qui se résume par «en être ou ne pas être» pour redonner à l'action son caractère décisif pour « gagner ou ne pas perdre. » Car, même s'il faut se réjouir de la longue période de paix qui nous a évité de devoir confier nos destinées à nos soldats, il faut aussi reconnaître que l'armée de Terre n'est plus un outil de décision capable de donner au pays, par sa seule action, un avantage stratégique incontestable.

Un outil coûteux

A l'heure de la faillite de l'Etat, le rapport coût-efficacité ne peut plus se résoudre à la seule idée d'assurance-vie de la Nation. Limiter les dépenses publiques et réduire la dette deviennent en soi des objectifs stratégiques qui conditionnent l'avenir de la France. Dans un contexte peu propice aux investissements somptuaires, le modèle d'une armée de Terre nombreuse et bien équipée n'est plus de mise. Il n'est plus possible de dimensionner et de financer un outil en fonction d'un modèle de conflit dont l'occurrence est quasi nulle à moyen terme. Il faut un modèle d'armée qui permette à la Nation d'obtenir un résultat concret pour chaque euro investi. L'ère du strict nécessaire impose de faire des choix qui n'ont jamais été faits jusque là. Pourquoi entretenir un outil militaire? Quelles missions lui confier? De quels équipements le doter? Que rapporte le coût de nos engagements extérieurs à la communauté nationale? Le combat budgétaire pour défendre le format actuel s'apparente de plus en plus à un combat d'arrière-garde dont on sait qu'ils sont ceux des causes perdues. Inefficace et coûteuse, la tentation est grande de pratiquer des coupes claires et nul doute que l'échéance présidentielle de 2012 sera l'occasion de nouvelles économies.

Un outil marginalisé

Après la présomption de connaissance mutuelle entre l'armée de Terre et la nation qui a caractérisé l'ère de la conscription de masse et qui a favorisé une forme d'antimilitariste sournois fondé sur des souvenirs plus ou moins plaisants de la vie de troupe, est venue l'ère de l'indifférence pour une institution qui vit en marge du pays, comme on porte un jugement sur un voisin poli et discret. Contrairement à une idée trop répandue, cette marginalisation n'est le fait ni du statut militaire, ni de la discipline, encore moins des valeurs que peut véhiculer l'armée de Terre. Il est le fait de l'indifférence des élites vis-à-vis de l'armée et de la marginalisation progressive des officiers qui ne font plus partie de la haute fonction publique. Cette marginalisation est le résultat désastreux de l'inefficacité relative des engagements armés et de la difficulté qu'ont les militaires de s'intégrer aux réseaux de pouvoir en comprenant la dimension éminemment politique de leur action. A cet égard, l'engagement afghan illustre bien le paradoxe de cette marginalisation: en voulant montrer un intérêt de façade envers nos soldats déployés sur la place, nos dirigeants les victimisent alors qu'il faudrait les glorifier et forger de nouveaux héros.

Une rupture stratégique majeure

La rupture stratégique actuelle n'est peut-être qu'une péripétie de l'histoire mais elle touche directement le cœur de l'armée de Terre. La maîtrise de l'espace maritime et de l'espace aérien justifie l'existence d'une marine et d'une aviation. La



Le Véhicule blindé léger (VBL) a montré ses limites en termes de protection et d'extension. Quant au Peugeot P4, il doit lui aussi être remplacé par des engins blindés... nécessairement plus coûteux.

maîtrise de l'espace terrestre ne saurait justifier à elle-seule l'existence de l'armée de Terre qui se construit directement par rapport à une menace. L'ère des grandes guerres nationales (ère westphalienne) avait permis de formaliser un cadre de définition simple qui a, jusqu'à présent, structuré en profondeur l'armée de Terre et qui n'a jamais été réellement remis en cause. Ce cadre codifie trois constantes de l'histoire que sont les phénomènes de violence collective, l'existence d'outils dédiés à l'usage de cette violence et les liens étroits qui existent entre entités politiques et violence collective: la guerre comme forme unique d'expression de la violence collective, l'armée comme seul acteur légitime pour employer la force et l'Etat comme ayant le monopole de la décision du recours à la force. Or ce cadre a littéralement volé en éclat. La violence collective s'exprime le plus souvent en dehors du champ étatique et les armées constituées n'en sont plus les uniques acteurs. Vouloir comprendre les conflits actuels avec les grilles de lecture anciennes conduit inévitablement à une impasse. Soit l'armée de Terre conserve son ossature héritée du temps passé et elle se condamne elle-même à une obsolescence rapide, soit elle comprend la profondeur des changements et elle entame une mutation salutaire pour rester l'outil de gestion de la violence collective dont la France a besoin.

Des propositions concrètes

Une armée de terre pour quoi faire?

La capacité à gérer efficacement les phénomènes de violence collective reste la justification principale de l'existence de l'armée de Terre. Or la conflictualité a beaucoup évolué et

les capacités dont il faut avoir le courage de se doter pour y faire face sont bien différentes des outils jadis nécessaires pour contenir l'armée rouge. On conservera ici trois ruptures majeures qui ont des conséquences directes pour les choix structurels: la fin des engagements militaires purement nationaux, la remise en cause de la létalité comme unique moyen d'action et l'obsolescence des organisations militaires rigides face à la variété des conflits. Comment s'intégrer dans un environnement multinational? Quels sont les modes d'action vraiment utiles? De quels types de forces avons-nous besoins? Comment optimiser le commandement et le soutien des opérations? Est-il réellement nécessaire de disposer d'effectifs importants? Il faut élargir la gamme des modes d'action tout en étant capable de déployer des unités taillées sur mesure avec une chaîne de commandement ad hoc. Cette nécessaire rénovation du potentiel «combattant» de l'armée de Terre ne doit pas laisser de côté les autres justifications qui fondent son existence et qui étaient jusqu'à présent consubstantielles à sa mission principale. Ainsi, la participation au rayonnement de la France et le lien armée nation doivent être repensés et, pourquoi pas, faire l'objet de structures différencierées.

Un outil de gestion de la violence collective

La clef de l'efficacité militaire dans le contexte actuel est finalement de pouvoir disposer d'une capacité d'action élargie avec le minimum de moyens. Dans ce domaine, la réponse la plus efficace a été apportée par les forces spéciales qui ont su mettre sur pied des unités resserrées, polyvalentes et autonomes disposant de procédures de travail strictes et correctement formalisées et d'une organisation totalement adaptable avec une chaîne de commandement et de logistique allégée. C'est clairement vers ce modèle que l'armée de Terre doit se diriger pour structurer ses unités opérationnelles. On peut identifier aisément trois axes de réflexion pour redessiner les contours d'un outil de combat entièrement projetable dont le volume total pourrait être ramené à moins de cinquante mille hommes.

L'augmentation de la masse critique et la diversification des unités tactiques de base: les unités élémentaires actuelles (compagnie ou escadron) sont «mono-tâche» et elles ne disposent pas de la taille critique suffisante pour agir efficacement dans la durée; les structures régimentaires, quant à elles, sont trop volumineuses et trop spécialisées. La nouvelle unité tactique de base (sous-groupement tactique interarmes) devrait pouvoir disposer de 4 pions de manœuvre, de 1 pion de sûreté rapprochée, de 2 à 3 pions de soutien et d'appui et d'équipes spécialisées. D'un volume moyen de 180 à 250 hommes, elle devrait pouvoir disposer d'une structure de commandement capable de gérer des appuis extérieurs. Ces unités de base peuvent ensuite être intégrées à d'autres structures tactiques modulaires dimensionnées en fonction des nécessités propres à la mission.

La recherche de la continuité et de la réversibilité dans les modes d'action: les actions dites civilo-militaires ainsi que les actions de coercition non létale et les actions indirectes constituent, avec les actions létale, un continuum désormais indissociable dans toutes les opérations. Chaque unité tactique doit disposer des outils et des savoir-faire lui permettant d'assurer cette continuité tout en conservant une très forte réversibilité pour passer d'un style d'action à un autre sans délais.

L'adaptabilité et l'allègement des structures de commandement et de logistique: la chaîne de commandement opérationnel proposée par l'armée de Terre est encore calquée sur

l'ancienne structuration à trois niveaux (stratégique, opératif et tactique) avec une autonomie forte du commandement de théâtre. Les structures actuelles sont lourdes et redondantes et elles ne répondent pas au besoin. Il faut réduire les états-majors existants et créer des structures de commandement sur-mesure sans lourdeur administrative avec une forte connexion politico-militaire et une indispensable dimension multinationale.

Un outil de promotion des intérêts nationaux

Le rôle que la France entend jouer sur la scène internationale comprend un large volet d'actions de partenariats dont beaucoup concernent l'armée de Terre qui reste encore un vrai vecteur de rayonnement du pays. Les récents traités signés avec la Grande-Bretagne montrent que la gestion intelligente de l'interdépendance a pris le relais du cantonnement anachronique dans le mythe de l'indépendance nationale. La capacité à mettre en œuvre concrètement des collaborations fructueuses avec nos partenaires étrangers, en particulier européens, constitue un enjeu de taille. Cette mission justifie l'existence d'un pool de cadres militaires correctement formés et capables de s'insérer dans des structures internationales et/ou de mener à bien des actions de formation, de conseil, de soutien aux exportations ou d'échange, soit dans le cadre de la gestion des crises soit en dehors dans le cadre des partenariats stratégiques. Ces militaires sont aujourd'hui principalement positionnés dans les unités opérationnelles. La création d'une organisation adaptée pour les former et les soutenir en marge de la chaîne des forces permettrait d'optimiser davantage ce volet important du rôle de l'armée de Terre.

Un outil au service de la communauté nationale

La disparition du service militaire n'a pas fait disparaître le besoin de cohésion ni la nécessité pour l'Etat de disposer d'outils pour encadrer la jeunesse dans sa démarche de découverte de la citoyenneté responsable. L'armée de Terre pourrait continuer à être l'un de ces outils, même après la disparition du service militaire. On peut tout à fait envisager, en marge des unités opérationnelles, de disposer d'unités de type militaire pour supporter et élargir l'idée du service civique. Ces unités polyvalentes pourraient assurer toute sorte de missions de service public depuis la sécurité générale («VIGIPIRATE») jusqu'à la lutte contre les feux de forêt ou l'aide aux populations en cas de catastrophe naturelle.

Libérer les énergies

Cette restructuration plus que nécessaire de l'armée de Terre doit s'accompagner de la remise en cause de quelques verrous liés pour une grande part au mode de gestion des carrières militaires. Il faut assouplir le carcan qui règle minutieusement la carrière des officiers et valoriser les échanges réciproques avec la fonction publique et le privé, en particulier par le biais de la réserve. A l'instar de ce qui existe dans les grandes entreprises, il faut créer de l'insécurité dans la gestion des potentiels pour libérer les énergies. Il ne faut plus que les contraintes de gestion dictent le format de l'outil mais, au contraire, que la volonté de renouveler l'outil génère de nouveaux modes de gestion.

J. D.

L'auteur: Saint-Cyrien, il a servi dans la Légion étrangère, en terminant sa carrière comme chef de corps du 1er REC. Après avoir suivi les cours de l'Ecole de guerre britannique, il a été quatre ans au cabinet du ministre de la Défense, dans le très discret « Bureau réservé. » Il a quitté l'institution pour entrer dans une entreprise privée en décembre 2010.